

Refonder...

Oui... mais où sont les fondations ?

Pierre Frackowiak

Dans une interview donnée au JDD, Claude Lelièvre présente, comme des leviers déterminants de la refondation, **cinq décisions : le rétablissement de la formation initiale, le dispositif plus de maîtres que de classes, l'introduction d'un enseignement moral et civique, la rénovation du collège unique, la création de deux conseils, l'un pour les programmes, l'autre pour l'évaluation.**

Si je me réjouis du fait que l'éminent historien, que je connais et que j'apprécie, ne succombe pas à la tendance générale de focaliser sur le temps scolaire en occultant les questions de fond de la refondation, si je souscris aux cinq points qu'il souligne, j'ai le regret de constater que, comme beaucoup d'experts, et peut-être comme le ministre lui-même, sa réflexion reste figée au sommet de la pyramide, dans l'entre soi des décideurs et des universitaires, négligeant les réalités du terrain, les obstacles aux réformes et une grande partie de ce qui peut rester d'humain dans un système que l'on s'est évertué, en particulier depuis 2007, à techniciser, à administratiser, à déshumaniser,

En imposant, à la rentrée de septembre, la continuité des politiques régressives précédentes, même les plus contestées, le ministère s'est privé d'un seul coup de l'opportunité de réconcilier les enseignants avec leur institution. Cette décision, lourde de conséquences, a, par contre, soulagé une grande partie de l'encadrement qui, bien au-delà de l'invocation à la loyauté, s'était souvent comporté en propagandiste des politiques ultra libérales, allant jusqu'à menacer et sanctionner durement tous ceux qui, au nom de la liberté pédagogique, avaient choisi de rechercher d'autres voies pour atteindre les objectifs fixés. Ils s'attendaient à devoir dire le contraire de ce qu'ils avaient asséné durant 5 ans. La continuité cautionnée a même permis un renforcement des exigences. Les indigents programmes scolaires de 2008, l'aide personnalisée, l'évaluationnisme, les programmes d'animation pédagogique mauvais substitut de la formation continue supprimée, le renforcement systématique des contrôles et de l'infantilisation des acteurs, ont fait leur œuvre. Le scepticisme, puis la conviction que rien ne changera, que « droite et gauche, c'est pareil », ont accru la défiance et ont sans aucun doute exacerbé les tendances au conservatisme et au corporatisme. Quand on ne se sent pas mobilisé, quand on n'est pas enthousiasmé, la tendance naturelle, humaine, normale est de se protéger et de protester contre les injustices dont on estime être victime.

Souffrance et résignation

On a ainsi largement ignoré la souffrance accumulée des enseignants.

La manière de fustiger leur opposition au passage à 5 jours, considérant que, dans l'intérêt des enfants, ce n'était pas dramatique de travailler 5 jours plutôt que 4, dans la mesure où le temps total était le même, le procès qui leur a été intenté au vu de leur action syndicale, ont considérablement accru leur rancœur mal comprise. Non, ce n'est pas pareil de travailler 4 fois 6 heures que 4 fois 5h15 + une fois 3 h. Tous ceux qui ont un peu travaillé en école maternelle ou élémentaire savent que 45 minutes de moins sur la journée, cela ne « se sent pas vraiment », mais qu'une journée de plus à aller à l'école pèse lourd à un moment où l'exercice du métier est de plus en plus pénible et au terme d'une période d'autoritarisme, d'infantilisation, de pilotage pesant par les résultats, où les contrôles incessants et la paperasse envahissante ont fait des dégâts considérables sur leur moral. L'annonce de l'augmentation prévue du nombre de postes d'inspecteurs, même en prévoyant d'alléger leurs tâches administratives, a plutôt fait rire dans les cours d'école. Les enseignants ont besoin d'accompagnants bienveillants, d'ex-pairs-experts pour les aider à problématiser et à chercher, et non de contremaîtres ou de juges, de feuilles de route et d'incantations.

Notons dans le même temps, sans reprendre le débat sans fin sur le temps de l'élève, que la mesure passe bien médiatiquement, mais que si l'on veut éviter la politique de l'apparence et des cases cochées sans s'intéresser aux contenus, il vaut mieux rappeler à ceux qui l'ont manifestement oublié que pour organiser une activité sportive, artistique, scientifique, littéraire ou autre, il faut un temps pour la mise en place et les consignes et pour le rangement avant de sortir. On ne peut pas faire grand-chose en 30 minutes voire moins, sauf de la garderie, de l'aide aux devoirs, ou des activités qui ne nécessitent ni préparation matérielle, comme le chant, si sortie de l'enceinte scolaire. On sait très bien que le danger existe. Le pouvoir précédent se satisfaisait de l'affichage des apparences sans se soucier de la réalité, on espérait que l'alternance permettrait d'envisager une autre ambition.

Je ne suis pas sûr que l'on ait bien mesuré la gravité et l'ampleur de la situation. Les enseignants du premier degré ne manifestent pas facilement, ne se rebellent pas fréquemment, même quand des comportements hiérarchiques à leur endroit sont parfaitement scandaleux. Je ne prendrai qu'un exemple, extrêmement fréquent : dans aucun métier, on n'accepterait d'être prévenu d'une prochaine inspection, toujours stressante, ce qui pose déjà un problème en soi, sous la forme : « vous recevrez ma visite entre le 1^{er} et le 15 du mois prochain avec 14 ou 15 pages de notice à remplir ». Je ne suis pas sûr que les responsables syndicaux qui n'exercent plus mesurent eux-mêmes la gravité de la situation car leurs adhérents, peu nombreux malheureusement, ne se plaignent pas **de ces abus auxquels ils se sont habitués.**

La résignation a gagné un grand nombre d'entre eux. Les passionnés, les innovants courageux (capables d'affronter leur hiérarchie soupçonneuse), les militants des mouvements pédagogiques ne sont pas légion. De plus, l'arrivée dans le corps d'enseignants non formés qui n'ont jamais entendu parler de Freinet, de la rénovation pédagogique des années 1970, de la loi de 1989, etc, a modifié le climat des écoles. Beaucoup d'entre eux soutiennent les politiques réactionnaires qui correspondent à ce qu'ils connaissent et ont, le plus souvent, vécu et ne

comprennent pas que leurs collègues progressistes puissent rechercher des méthodes beaucoup plus compliquées à mettre en œuvre que la possibilité, plus confortable, « de faire une page de manuel par jour » avec une tonne d'exercices d'application... C'est ce que les nouveaux vieux programmes de 2008 les poussaient à faire. Il est vrai que c'est beaucoup plus simple que l'observation réfléchie de la langue, que la pédagogie de résolution de problèmes, que la construction des savoirs et des compétences par une démarche active des élèves eux-mêmes.

Comment mobiliser ces enseignants pour qui rien n'a changé depuis la rentrée, auxquels personne n'a parlé de la refondation depuis juin 2012, comme s'il ne s'était rien passé dans notre pays ? Comment peuvent-ils comprendre que tout ce que la gauche avait critiqué perdure en attendant le résultat de commissions dont certaines seront présidées par des penseurs des politiques précédentes ou par des administrateurs fort éloignés de la pédagogie? Comment peuvent-ils comprendre que des recteurs et des DASEN nommés par la gauche, et donc des inspecteurs, puissent maintenir les mêmes exigences parfois, avec un zèle accru, que sous le régime ultra libéral autoritaire précédent ? Comment peuvent-ils se mobiliser alors que s'il y a bien eu concertation au niveau national, avec les responsables syndicaux nationaux, à aucun moment, et encore aujourd'hui, personne n'a jamais pensé qu'il fallait des concertations à la base entre les enseignants, les parents, les élus, qu'il était possible de faire appel à l'intelligence collective avant de faire dégringoler des textes du haut de la pyramide, que les équipes étaient parfaitement capables dans un climat de confiance d'élaborer des projets, de faire des propositions avant que la machine administrative et ses usines à cases ne se mette en marche forcée. Recteurs et DASEN viennent de se réveiller. Pour garder la maîtrise du système, ils proposent leurs services aux élus, ignorant complètement les mouvements d'éducation populaire et le secteur associatif en général, leur proposant même de les aider à mettre en place des projets globaux pour lesquels ils ne sont pas compétents, emprisonnés qu'ils sont dans le scolario centrisme traditionnel.

Au pied du mur... Au bord du gouffre...

Nous sommes au pied d'un mur avec la persistance d'une continuité entretenue et cautionnée que personne ne peut comprendre. Il est vrai que les plus hauts responsables des réformes sarkozistes, du pilotage par les résultats, du formatage des cadres sont restés longtemps aux manettes après l'alternance et sont toujours dans les parages, voire récompensés avec des postes prestigieux.

Et nous sommes au bord d'un gouffre avec le syndrome de la loi Jospin qui a été absorbé par la ouate institutionnelle et abandonnée sans une larme y compris par ses auteurs et leurs amis faute d'avoir été préparée, portée, régulée. Avez-vous remarqué que personne ne parle de la loi Jospin alors qu'elle avait été une tentative de refondation et que le concept de l'élève au centre dont tant de conservateurs se sont moqués devra évidemment être repris si l'on veut vraiment refonder un jour.

On a parfois l'impression que tout est fait pour que ça rate. La frénésie de textes ne peut rien y changer, au contraire. Tachant de rattraper le retard pris dans la communication au peuple et aux enseignants, on sort un projet de décret par jour alors que les fondations n'ont pas été reconstruites sur un modèle nouveau. On répare, on rapièce sans avoir changé le fond : finalités, objectifs généraux, programmes, méthodes, gouvernance, hiérarchie. On fait des annonces sans avoir

rien fait pour rétablir le minimum de confiance nécessaire à la mobilisation des acteurs et sans avoir pensé que la refondation n'était pas possible sans avoir mis au point une pédagogie de la réforme et un programme de transformation du système incluant les questions fondamentales de gouvernance.

Il aurait pourtant été facile d'annoncer la suspension des programmes de 2008 qui ont été imposés brutalement, sans la moindre concertation, avec un autoritarisme débridé, et de donner une grande liberté aux enseignants pour reprendre ceux de 2002, pour expérimenter de nouvelles approches du savoir et en rendre compte, pour expérimenter. Il aurait été facile de suspendre les évaluations stupides et de faire confiance aux enseignants. Il aurait été facile de donner les heures inutilement consacrées à l'aide personnalisée unanimement condamnée et les heures d'animation pédagogique aux contenus généralement imposés pour que les cases soient remplies ou pour contribuer à la propagande, permettre aux équipes pédagogiques d'aller dans chaque établissement à la rencontre des parents, des animateurs, des élus, des centres sociaux ... sur le terrain, Il aurait facile de suspendre pour trois mois le système d'inspection et de contrôle infantilisant et désuet pour demander aux inspecteurs d'accompagner positivement la réflexion collective.

Comme toujours, on a pris les problèmes à l'envers, persuadé que rien ne peut venir hors des relations verticales descendantes et que les relations réciproques ou horizontales sont du temps perdu.

Des leviers sans points d'appui solides

Si l'on prend un par un les leviers présentés par Claude Lelièvre, avec lesquels on ne peut être que d'accord, on se rend vite compte qu'ils sont bien fragiles et que l'on ne sait pas où les poser pour qu'ils puissent exercer leur action. On sait pourtant qu'un levier ne peut être utile que si l'on trouve un point d'appui. Posé sur le sable ou une belle couche de boue, il est inutile... sauf à son propriétaire qui peut se targuer d'en avoir un.

Le rétablissement de la formation initiale. Observons d'abord que rétablir n'est pas refonder... Et il ne fait aucun doute qu'il s'agit de rétablir, de restaurer, l'ancien comme s'il était la solution. Or, ce n'est pas la solution, sauf si rien ne change dans le système. Refonder, c'est concevoir l'école avec une vision prospective. Que sera le métier d'enseignant demain, dans 20 ans ? Les maquettes de la formation ont-elles un sens par rapport aux évolutions déjà constatées (l'ennui des élèves, la part de savoirs et de compétences acquise à l'extérieur de l'école, etc) et aux évolutions prévisibles et/ou souhaitées ? La question du sens du métier, celle des finalités, celle de la pérennité du choix des disciplines scolaires, celle des rapports avec les autres catégories d'intervenants dans un projet de territoire, etc sont-elles sérieusement traitées ? Y a-t-il débat sur les évolutions souhaitées et sur les ruptures inévitables ? A-t-on prévu des avancées significatives sur le problème de la liaison théorie/pratique que nous n'avons jamais résolu en France ? Je crains que la vision prospective nécessaire n'ait été occultée par les tensions entre universités, ex-IUFM, éducation nationale, par des questions de gestion, de positionnement, d'intérêts corporatifs.

Plus de maîtres que de classe. Excellente mesure. A la condition que le changement des pratiques soit bien préparé et accompagné (non pas contrôlé). Si

l'on reste enfermé dans le pilotage par les résultats : évaluation de la carence, détection du négatif, jamais du positif, remédiation, exercices, évaluation, si l'on fait « de la même chose » pour un petit groupe d'enfants que pour un grand groupe, si l'on fait « de la même chose » avec un élève que ce qu'il a mis en échec, même avec une débauche d'explications magistrales supplémentaires, on n'avancera pas. Si l'articulation avec les RASED, outil indispensable, est conçue par des gestionnaires et non par des pédagogues, on sera aussi, à nouveau, dans le règne de l'apparence et de l'illusion.

L'introduction d'un enseignement moral et civique. Oui, et alors ? Si l'on n'a pas d'abord redéfini les finalités, changé les programmes, réfléchi aux comportements de chacun, transformé et ouvert les établissements, on ajoutera un cours à d'autres cours, une nouvelle discipline sans avoir touché au reste... On me dit que les circulaires vont suivre. Le contraire serait dramatique. Comme on aura les conclusions des commissions et conseils dans deux ou trois ans, en attendant, on continuera comme avant avec une discipline de plus... et sans changement dans les comportements. Comme les hauts conseils sont composés de hauts fonctionnaires, de personnalités, de savants, ayant pour la plupart conservé l'image de l'école qui leur a réussi, qu'ils ont rarement mis un pied dans une classe et pris un groupe d'élèves, on peut être à peu près sûr qu'il s'agira à nouveau d'instructions qui dégringoleront du haut de la pyramide.

La rénovation du collège unique. Observons à nouveau que rénover n'est pas refonder. Reconnaissons toutefois que l'annonce a le bénéfice de l'honnêteté. Il est vrai que le fait de créer un nouveau cycle incluant CM et 6^{ème} n'est qu'une retouche, une formalisation renforcée de ce qui se fait depuis toujours, des réunions CM2/6ème qui ont toujours échoué, depuis 40 ans, l'aval ayant toujours tendance à faire le procès de l'amont. Le réel travail en commun de la maternelle à la 3^{ème} n'existe pas et il est quasi impossible si l'on ne touche pas aux structures. C'est l'école fondamentale, l'école d'un socle commun, qu'il aurait fallu créer. Il est évident que l'on n'en a pas eu le courage, que l'on n'a pas osé affronter certains lobbies et que l'on a ajouté simplement, comme on a toujours su faire, un dispositif auquel personne ne croit. Les enseignants en rient. Ils savent que cela ne changera rien sauf en nombre de réunions supplémentaires inutiles et en kg de paperasse (rapports, comptes-rendus, enquêtes

La création de deux hauts conseils. Evidemment nécessaire. Surtout si ces hauts conseils pouvaient intégrer ou associer des gens du terrain qui savent de quoi ils parlent, qui vivent leur métier au quotidien. On sait comment sont composés les hautes instances institutionnelles. Il y a les savants et il y a les gueux... Seulement, on ne peut rien faire sans eux.

Comment se sortir de ce cercle infernal qui fait que personne n'est satisfait et que la refondation est en péril ?

Malheureusement, il y a eu tant d'erreurs commises, tant de lieux qui ont vu la continuité des politiques précédentes se renforcer, tant d'occasions ratées de redonner de la confiance et un peu d'enthousiasme, que l'espoir de voir une véritable refondation disparaît. Alors, on commence à chercher des boucs émissaires pour dissimuler les carences des politiques. Les enseignants ne penseraient plus aux enfants et seraient scandaleusement corporatistes. Au regard du travail fourni et de la conscience professionnelle qui demeurent malgré la dégradation des conditions de

travail, les attaques sont profondément injustes. La responsabilité de l'échec ou d'une réforme de plus sans refondation est à rechercher au sommet de la pyramide. Il faudrait lui dire, mais elle est si haute !

Peut-être que pour refonder, il faudrait d'abord bousculer la pyramide, rappeler qu'elle a une base et que la base est capable de grandes choses si on lui fait confiance, si on la soutient et l'accompagne en valorisant le positif qui seul permet de construire du mieux.

Peut être même qu'il faudrait revoir le fonctionnement de l'Etat et l'état de la démocratie en France ? Le pouvoir donné aux experts, coupés de la base, liés au mépris pour les gens qui ne savent pas, l'incapacité à mobiliser l'intelligence collective sur un territoire donné, l'impossibilité de supprimer les cloisons, le refus d'entendre ce que disait Michel Rocard en 1988 : « Les pouvoirs publics ne peuvent donner spontanément que ce qu'ils ont naturellement : l'autorité et la coercition. Or, on ne peut rien bâtir avec ces seules armes. »... tout cela peut aboutir à la pensée unique et à la négation de la démocratie. En matière d'éducation, le danger est encore plus dramatique, si l'on considère que l'éducation est synonyme de liberté et d'apprentissage de la liberté dans la confiance.